Aymar Nkangou, du Congo-Brazzaville à Montbéliard

Le Service Protestant de Mission était largement représenté lors du culte de reconnaissance du ministère pastoral-ordination qui s'est déroulé le 13 septembre 2020 à Montbéliard. Une cérémonie qui a non seulement marqué l'aboutissement d'un long parcours pour le pasteur Aymar Nkangou, mais aussi mis en lumière le rôle joué par le Défap dans les relations entre Églises.



La cérémonie du 13 septembre à Montbéliard : au centre, face à l'assistance, le pasteur Aymar Nkangou © Défap

Lorsque, encore étudiant en théologie à Montpellier, il avait répondu à une sollicitation de Jean-Luc Blanc pour faire une présentation des projets du Défap, Anicet Aymar Nkangou Loulendo avait eu cette réflexion devant son auditoire : «Je suis, moi aussi, un projet du Défap.» Quelques années plus tard, ses études et sa période de proposanat achevées, le voilà pasteur de l'Église Protestante Unie de France ; et

c’est une forme d’aboutissement qu’a connu ce projet, lors du culte de reconnaissance du ministère pastoral-ordination qui s’est tenu en ce 13 septembre 2020 à Montbéliard.

Le Défap y était largement représenté ; Aymar Nkangou avait d’ailleurs tenu à ce que cette présence soit bien visible. Étaient notamment présents Joël Dautheville, actuel président du Service Protestant de Mission, Jean-Luc Blanc, ancien secrétaire général (après avoir été longtemps à la tête du service Relations et Solidarités Internationales au sein du Défap) ; mais aussi des personnalités impliquées dans la Mission comme Silvia Ill, pasteure de l’Église protestante unie du Plateau lorrain, qui avant d’être directrice de stage d’Aymar Nkangou, avait piloté un projet de fabrication de matériel de catéchesèe pour l’Église protestante du Sénégal ; comme Laurent Loubassou, doyen de la faculté de théologie de Brazzaville ; comme Georges Massengo, qui fut pasteur à Brazzaville avant d’exercer son ministère au sein de l’EPUdF… «Tous les consacrants», note ainsi Jean-Luc Blanc, «étaient liés de près ou de loin au Défap». Avec en outre dans l’assistance bon nombre d’anciens paroissiens de l’Église Évangélique au Maroc (EEM), venus de toute la France et même de Monaco ; ainsi qu’une chorale congolaise constituée pour l’occasion… Un hommage appuyé au Défap a d’ailleurs été rendu, lors de cette cérémonie, par l’inspecteur ecclésiastique de la région Est-Montbéliard : le pasteur Élysé Mayanga Pangu… lui-même familier des instances du Service Protestant de Mission.

«J’ai trouvé au Défap des amis, des frères et des sœurs»



La cérémonie du 13 septembre à Montbéliard © Défap

Le Congo-Brazzaville, le Maroc, le Défap : trois étapes pour résumer le parcours de ce pasteur qui, à l'origine, s'était plutôt orienté vers des études de physique-chimie, avant d'obliquer vers l'informatique industrielle… En dépit de son implication au sein de la vie de l'Église, lui-même n'envisageait pas de s'orienter vers le ministère pastoral. Sa vocation est née, comme il le dit lui-même, «chemin faisant», au fil d'études de théologie suivies avec une passion grandissante. Il aura fallu pour cela des années de réflexion… et les encouragements de personnalités rencontrées notamment au Maroc, comme Jean-Luc Blanc, alors président de l'EEM. Pour ce dernier, «Aymar Nkangou est un fruit de la Mission à plusieurs niveaux : il est issu de l'Église Évangélique du Congo ; il a transité par la Côte d'Ivoire et l'Église Méthodiste, au sein de laquelle devait se mettre en place, grâce à Laurent Loubassou, une aumônerie des Congolais à

Abidjan… Puis il est arrivé au Maroc où il est devenu un des piliers du mouvements de jeunesse de l'Église, avant d'être l'un des premiers à entamer des études de théologie à distance, auprès de la Faculté de Théologie Évangélique de Vaux-sur-Seine… Finalement, il est venu en France, avec le soutien du Défap, pour poursuivre ses études à l'Institut Protestant de Théologie, à Montpellier.»

«C'est au cours des années passées au Maroc, résume aujourd'hui le pasteur Aymar Nkangou, que j'ai appris à travailler dans l'Église. Une Église qui m'est apparue alors comme attentionnée, ayant le souci d'accompagner celles et ceux que le Seigneur appelle à les suivre… C'est là-bas que le Seigneur a mis sur ma route d'excellentes personnes qui m'ont aidé à discerner cet appel pour pouvoir y répondre. Par la suite, venant en France, j'ai trouvé au Défap des amis, des frères et des sœurs.»

Un parcours qui est aussi celui de divers étudiants en théologie, boursiers, qui, par le jeu des relations entre Églises entretenues par le Défap, viennent compléter leurs études en France. Quand on évoque les «fruits de la Mission», ce n'est pas forcément ce type de situation qui vient en premier lieu à l'esprit ; mais dans une période où les Églises de France sont souvent confrontées à une douloureuse crise des vocations, ces pasteurs venus d'ailleurs, riches d'une ouverture sur le monde et d'une connaissance des relations interculturelles, représentent un apport inestimable. Leur proportion parmi les ministres en poste au sein de l'EPUdF est d'ailleurs en nette croissance ces dernières années.



La cérémonie du 13 septembre à Montbéliard © Défap

Appel à la solidarité pour le Liban

Au nom de sa foi et fort des nombreux liens qui l'unissent aux partenaires libanais, le protestantisme français dans son ensemble veut se mobiliser à la suite de l'explosion du 4 août qui a eu lieu Beyrouth.



Par ses membres et toutes ses Églises, par ses œuvres, ses associations et ses fondations, il lance aujourd'hui un appel à don.

Plus qu'une aide ponctuelle, cette solidarité s'inscrit dans une longue histoire et un avenir à construire. Elle veut signifier la poursuite d'un témoignage commun, celui d'un christianisme engagé dans la société en vue de la consolation, de la réparation, et de la reconstruction d'une vie solidaire, démocratique et signe d'une espérance imprenable malgré toutes les épreuves.

Donnez à Solidarité protestante

Pour faire un don par chèque, l'envoyer à :
Solidarité protestante
Fondation du protestantisme
47 rue de Clichy, 75009 Paris
En précisant au dos de celui-ci « LIBAN » pour que les fonds soient correctement affectés.

Vous pouvez aussi lire le témoignage de Soledad sur le fil d'actualité de la page Facebook du Défap. Rentrée en France le 6 août, elle était en mission au Liban comme VSI Défap, en collaboration avec la FEP (Fédération de l'entraide protestante) pour travailler au projet des couloirs humanitaires.

» Les oubliés du Pacifique «

Le 6 avril dernier, le Vanuatu a été touché par le cyclone Harold. L'association Soutien à l'enseignement protestant en pays francophones (SEPF) lance un appel à don pour la réhabilitation des écoles. La SEPF, créée en 2003, est une association partenaire du Défap. Elle travaille en lien avec l'Union des Églises évangéliques libres de France (UEELF) membre de la FPF. Vous trouverez ci-dessous son communiqué de presse.

« **Dévastation totale au Vanuatu après le passage du puissant du cyclone Pam** », pouvait-on lire dans les médias le 14 mars 2015. « **Cyclone Harold : au Vanuatu, des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur logement** », pouvait-on lire dans les mêmes médias le 14 avril 2020.

En 2015, Le cyclone Pam a largement occupé la scène, suscitant soutien et solidarité. En cette année 2020, la pandémie a mobilisé les médias et Harold et rapidement passé aux oubliettes. Pourtant Harold, qualifié par certain de véritable « monstre cyclonique », a dépassé la puissance dévastatrice de Pam.

De plus, ce fut très compliqué pour les structures en lien avec cet archipel de pouvoir communiquer sur la situation et les besoins réels tant les échanges étaient difficiles voire impossibles avec leurs contacts isolés dans les îles « sans réseau ».

Qui, à ce jour, moins de deux mois après le désastre, a conscience de la détresse dans laquelle vit une partie de la population du Vanuatu ? Certes, il y eu très peu de victimes, et c'est heureux. Mais les rapports et les images difficilement parvenus montrent combien nos sœurs et frères méritent compassion, prière et soutien. Et cela commence par l'information.

Le CA de la SEPF, partenaire de la FELP (Fédération de l'Enseignement Libre Protestant au Vanuatu), a jugé opportun d'y contribuer en vous sollicitant et en mettant à votre disposition les quelques éléments et images dont nous disposons. Les photos nous ont été transmises avec autorisation de diffusion (et même encouragement à le faire !).

La SEPF, petite association aux moyens financiers très limités (son budget annuel est inférieur à 20 000 €) vient d'affecter une modeste somme en signe d'encouragement et de fraternité pour la reprise de la scolarité dans leur contexte rendu encore plus difficile par la pandémie.

Il est évident que la reconstruction nécessite une aide de grande envergure mobilisant des financeurs tant institutionnels que privés. Cela ressort d'un autre niveau de mobilisation !

Pour l'heure, il nous parait nécessaire et urgent de partager et diffuser ces informations, particulièrement (pas exclusivement) dans nos réseaux « protestants ».

Exprimer à la Communauté Ni-Vanuatu le soutien fraternel des chrétiens « d'Europe » serait, sans aucun, doute fort apprécié.

Pour le CA de la SEPF,

Jean-Pierre CHARLEMAGNE
Trésorier

Jacques Maury et le nouveau visage de la mission

par Jean-François Zorn, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Institut protestant de théologie, Faculté de Montpellier.

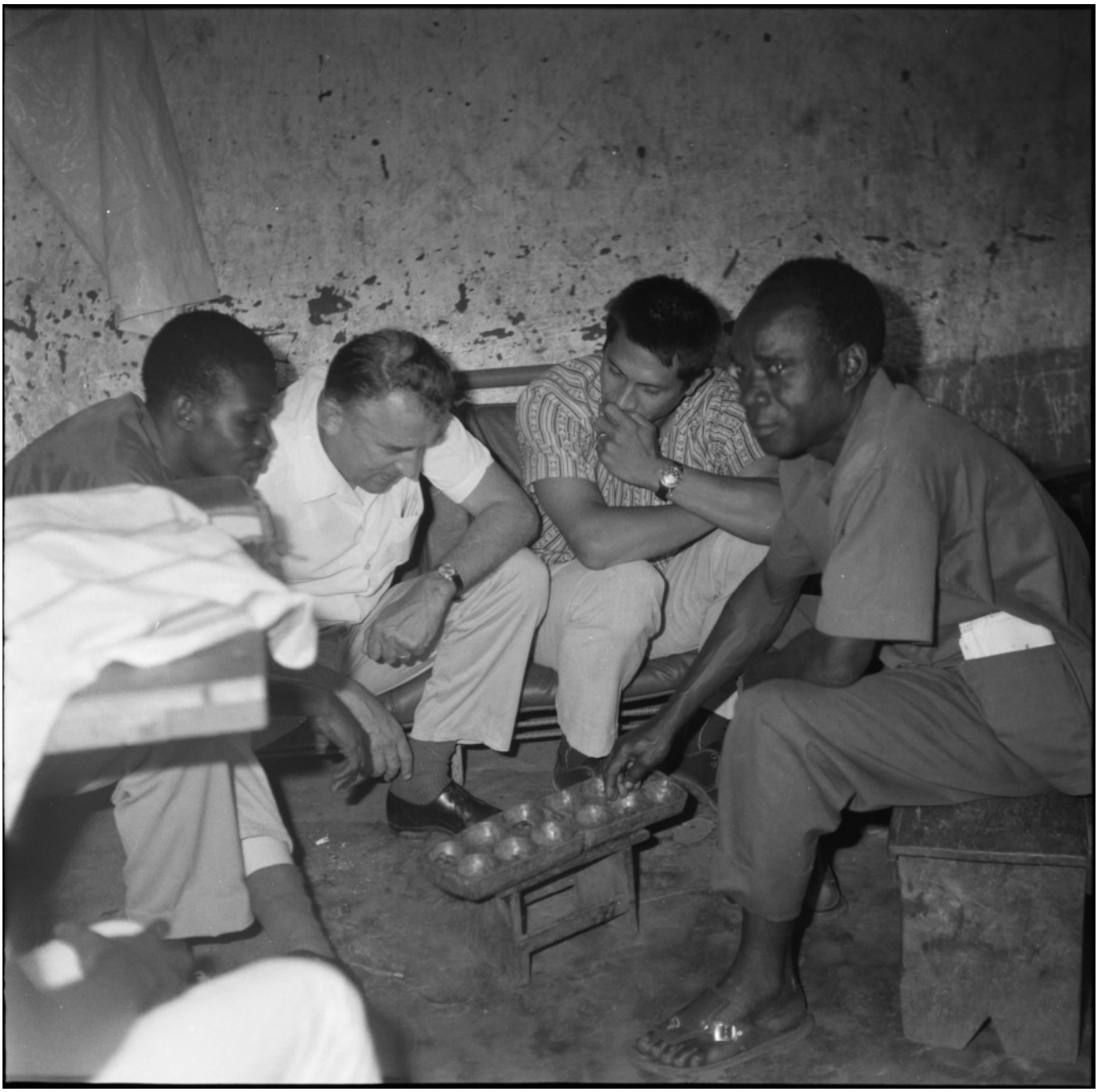
Télécharger l'article en entier >>>

Le pasteur Jacques Maury, décédé le 12 avril dernier, a été une cheville ouvrière du renouveau du mouvement missionnaire dans les années 1960-1970.

Devant la nécessité de se transformer, la Société des missions évangéliques de Paris (SMEP, l'ancêtre du Défap) mettait sur pied un nouveau modèle missionnaire : l'Action apostolique commune (AAC). Imaginée par le pasteur Jean Kotto, secrétaire général de l'Église évangélique du Cameroun, l'AAC consistait à envoyer dans une région du monde « à évangéliser » ou « à ré-évangéliser » une équipe internationale, composée d'Africains, d'Européens, de Malgaches et d'Océaniens, et interprofessionnelle, avec pasteurs, animateurs, enseignants, et soignants. Elle était chargée d'annoncer et de vivre « tout l'Évangile à tout l'homme ». À l'instigation de la première AAC lancée en 1967 dans le Pays fon au Dahomey (actuel Bénin), Jacques Maury, alors président du Conseil national de l'Église réformée de France, parvient à engager son Église et la Fédération protestante de France dans le lancement en 1970

d’une deuxième AAC, dans le Poitou où il avait été pasteur de 1946 à 1958. Selon les formules de l’époque, la « terre d’indifférence » du Poitou était en état de mission autant que « la forteresse du paganisme » du Dahomey… Lire la suite…

Lire aussi l’article de Jean-François Zorn dans Réforme : « Jacques Maury et la mission »



Soirée de détente en pays fon (Bénin) : le pasteur Jacques Maury jouant à l’awalé avec des équipiers de l’AAC – 1969 – Photo : Marc-André Ledoux (©SMEP)

Un Notre Père mondial, « tous et toutes unis pour l'humanité »

Le secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises, le pasteur Olav Fykse Tveit, a invité toutes les Églises membres à s'unir dans la prière en récitant, ensemble, le Notre Père mercredi 25 mars à midi.



Bougies allumées en la chapelle du Centre œcuménique, à Genève
Photo: Albin Hillert/COE

Le pape François a élargi l'invitation à tous les responsables chrétiens, y compris au Conseil œcuménique des Églises (COE),

à s'unir dans la prière en récitant le Notre Père simultanément le 25 mars à midi, heure de Rome, ou à midi heure locale partout dans le monde.

Dans une lettre d'invitation, le cardinal Kurt Koch dit espérer que tous et toutes rejoindront «cette initiative qui invite tous les fidèles chrétiens à invoquer, ensemble, la grâce céleste et à demander la fin de cette pandémie, dans la confiance du pouvoir divin.»

Le secrétaire général du COE, le pasteur Olav Fykse Tveit, a salué l'invitation et l'occasion donnée à tout un chacun de participer à une union de prière pour l'ensemble de l'humanité face à la lutte menée contre la pandémie mondiale de COVID-19.

«Alors que les personnes du monde entier se retrouvent dispersées, à travailler chez elles, nous aurons l'occasion d'unir nos voix et de prier Dieu en récitant la prière que Jésus Christ Notre Seigneur nous a apprise», déclare le pasteur Tveit. «En cette période si difficile, les initiatives de prière qui nous unissent les un-e-s aux autres nous rappellent que nous sommes une seule famille humaine.»

source : communiqué de presse du COE

Ce même jour en France, à 19h30, l'ensemble des évêques invite les Français à un geste commun : déposer une bougie sur sa fenêtre au moment où les cloches sonneront. « Ce sera une marque de communion de pensée et de prière avec les défunts, les malades et leurs proches, avec tous les soignants et tous ceux qui rendent possible la vie de notre pays. Ce sera aussi l'expression de notre désir que la sortie de l'épidémie nous trouve plus déterminés aux changements de mode de vie que nous savons nécessaires depuis des années », précise Mgr Éric de Moulins-Beaufort, Président de la Conférence des évêques de France.

source : communiqué de presse de la Conférence des évêques de France

Retour sur la rencontre des Coordinations de la Cevaa

La rencontre annuelle des Coordinations de la Cevaa a eu lieu du 27 janvier au 02 février 2020 à Jacqueville, en Côte d'ivoire, dans le village d'Abreby.



L'ensemble des participants aux Coordinations Cevaa 2020 © Défap

Elle a rassemblé une vingtaine de délégués des Églises membres et organismes partenaires (Défap et DM-échange et mission). Le Défap était représenté par les pasteurs Basile Zouma,

secrétaire général et Tünde Lamboley, secrétaire exécutive, responsable de la formation théologique. Le DM, était quant à lui, représenté par son directeur, le pasteur Nicolas Monnier et M. Jean-Daniel Peterschmitt. L'Église méthodiste unie, membre de la Cevaa qui a organisé l'accueil, a trouvé un cadre de travail adapté pour permettre à la délégation de joindre l'utile à l'agréable.

Un temps pour réfléchir et travailler ensemble

Les Coordinations (pôle animations et pôle projets) sont des commissions techniques mises en place par l'Assemblée générale. Le pôle Animations est chargé de l'examen des demandes de bourses des Églises membres, ainsi que de l'examen des projets jeunesse. Le pôle Projets et échange de personnes est chargé de travailler sur les actions de témoignage et de solidarité des Églises.

Les discussions et débats autour de ces projets ont permis de toucher du doigt les préoccupations des Églises membres, leurs actions et les domaines d'activités qu'elles souhaitent développer. Il a été souligné le soin et l'attention particulière que chaque Église a consacré à l'élaboration et la présentation de ses projets.

Le séjour s'est clôturé le dimanche 02 février par un culte au temple du Jubilé à Cocody où la délégation a vécu avec la communauté EMU-CI, un temps fort de communion.



Culte de clôture des Coordinations Cevaa © Défap

Écologie dans les Églises de France : où en est-on ?

Il y a, bien sûr, le label Église Verte. Le thème synodal de l'EPUdF, centré sur l'écologie. Le tout nouveau «chargé de mission pour la justice climatique» de l'UEPAL. Et la commission Écologie et Justice climatique de la FPF. Sans compter bon nombre d'initiatives locales… En France, le milieu des Églises protestantes témoigne d'une claire conscience des enjeux et des défis de la sauvegarde de la création. Et au Défap, comment cette problématique est-elle prise en compte ?



Cultiver notre jardin… Une initiative locale présentée sur la page Facebook d'Église Verte © DR

La COP 25, qui se tient du 2 au 13 décembre à Madrid, voit une nouvelle mobilisation des ONG et de la société civile dans le domaine de la protection de l'environnement. Un combat qui n'est désormais plus extérieur aux Églises. Ainsi, en France, la conscience des gestes quotidiens ou des actions de solidarité à lancer pour aider à sauvegarder la création, ou pour plus de justice climatique, est bien présente à travers de multiples initiatives. Pour 2020, l'Église protestante unie a ainsi inscrit à son prochain synode national le thème de l'écologie. Dans cette optique, les Églises locales et paroisses ont été invitées à travailler sur le thème : ***«Écologie : quelle(s) conversion(s) ?»***, qui s'est retrouvé en cette fin d'année au centre des divers synodes régionaux qui se sont tenus **tout au long du mois de novembre dans chacune des neuf régions de l'EPUdF**. L'UEPAL a créé un poste de «chargé de mission pour la justice climatique», occupé depuis le 1er septembre par le pasteur Jean-Sébastien Ingrand.

Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en place une démarche de plaidoyer et a créé une **commission Écologie et Justice climatique**, présidée par **Martin Kopp**. Le **Défi Michée** porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On peut citer encore le mouvement **Chrétiens unis pour la terre**, qui a co-organisé les Assises chrétiennes de l'écologie à Saint-Étienne, ou la démarche initiée par le label «**Église verte**».



L'accueil du site egliseverte.org

Au Défap, des préoccupations très concrètes

Face à ces nombreuses initiatives centrées sur la sauvegarde de la création, le Défap agit dans le domaine de l'écologie comme il le fait pour beaucoup d'autres thématiques : en réseau, et d'une manière essentiellement concrète, la réflexion étant indissociable de l'action. Il faut ainsi souligner que le Défap est en lien, en réseau avec de nombreuses Églises du Sud (Afrique ou Océan Indien) ; et que dans ces pays, les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets… et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis

climatiques sont, non pas une source d'inquiétude pour l'avenir, mais un problème majeur aujourd'hui même. On peut penser à la manière dont la désertification progresse dans les régions sud-sahéliennes, aux problématiques de déforestation à Madagascar (aggravées par des trafics encouragés par la corruption ambiante) ou encore à des phénomènes météo extrêmes comme ceux qu'a pu connaître le Mozambique, frappé cette année en mars, puis en avril par deux tempêtes dont chacune avait revêtu une ampleur inédite dans l'histoire du pays. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales.

Le Défap est ainsi un des membres fondateurs du Secaar, (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays. Le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Des priorités et des axes de travail qui trouvent de forts échos aujourd'hui dans toute la réflexion développée au sein des Églises sur la justice climatique.

La formation et la valorisation des compétences au service du développement intégral, marque distinctive du Secaar

La préoccupation de la sauvegarde de l'environnement se retrouve à travers un certain nombre de projets récents du Défap : c'est le cas du soutien apporté à l'association Abel Granier, qui intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. L'association apporte son aide à différents acteurs de terrain : exploitations agricoles, coopératives et fermes écoles. Elle soutient aussi des étudiants en agronomie et les aide à s'installer comme agriculteurs sur des terres à réhabiliter. Ces actions sont menées en concertation, entre chrétiens et musulmans, par le biais d'une réflexion théologique sur la Création et sur la place du monde végétal dans la société. L'origine de l'association est une expérience du pasteur Abel Granier qui, de 1953 à 1969, avec le soutien de sa femme Jane Olivès, botaniste formée à la connaissance des plantes méditerranéennes, a réhabilité entièrement une ferme en zone semi-aride en Tunisie. L'association proprement dite est née ensuite en 2001, grâce à des personnes qui voulaient participer à une véritable transmission de ces savoirs et savoir-faire. Aujourd'hui, l'association met en œuvre une formation pratique et continue pour une agriculture respectant l'environnement, pour la préservation des sols

vivants, et pour le bien être des hommes et des femmes.

Cas similaire pour le partenariat établi avec l'ALCESDAM, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Ses objectifs sont de natures multiples : améliorer l'accès à l'eau pour l'agriculture dans le respect de l'environnement, lutter contre le déclin des palmeraies, créer une activité génératrice de revenu via l'élevage, promouvoir les produits du terroir et intégrer la femme rurale dans le tissu social. Le Défap a soutenu cette association notamment à travers des envoyés. Il est à noter que l'Église Évangélique du Maroc, partenaire du Défap, est membre fondateur de cet organisme. Ce qui illustre bien le rôle des Églises dans de nombreux pays du Sud en proie aux défis du réchauffement climatique : les défis sociaux concernent directement les Églises…

Des projets et des réflexions : les «mini-forums»

Présentation du projet Beer Shéba

Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du projet Beer Shéba à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agro-foresterie durable. Ses fondateurs sont Heesuk et Eric Toumieux, présents au Sénégal depuis une vingtaine d'années. Ils ont été envoyés du Défap en VSI de 2009 à 2015 pour Eric et à partir de 2015 pour Heesuk. L'association Beer Shéba, fondée il y a une quinzaine d'années avec des pasteurs de l'Église La Porte Ouverte, à Mulhouse a plusieurs objectifs : un projet de conservation de la nature, de reforestation d'une zone totalement déserte, de soin de la biodiversité ; un centre de formation qui accueille des jeunes de tout le Sénégal et de toute la sous-région, avec l'objectif affiché par l'association Beer Shéba de devenir un centre de ressources pour l'agriculture rurale dans le Sahel ; un espace de production de poudre bio de Moringa.



L'équipe des organisateur du «mini-forum» de Condé-sur-Noireau entourant Florence Taubmann, du Défap © EPUdF

Cet aspect de réseau, d'écosystème, d'interactions, et ces relations établies avec des Églises directement aux prises

avec les pires effets des changements climatiques, expliquent que le Défap ait pu inscrire les questions de sauvegarde de la création dans son programme de travail établi en 2015, et qui a été prolongé jusqu'en 2020. Il énonce ainsi : «Nous invitons chaque personne, quels que soient ses origines ou son passé, à participer avec nous à la mission de Dieu qui est de travailler à la transformation et à la réconciliation de la Création tout entière, notamment en portant les préoccupations écologiques contemporaines.» Chaque personne, cela veut donc dire : ici, comme là-bas. Et cette préoccupation, déjà visible dans nombre de projets, trouve aussi sa traduction en France dans les forums régulièrement organisés par le Défap. Il y a en moyenne un «grand» forum organisé tous les quatre ans (le prochain, qui aura lieu à Sète en 2020, tournera autour des enjeux de la mission aujourd'hui et de la refondation du Défap) ; et plus récemment, le Défap a initié des «mini-forums» – non pas petits par leur ambition ou leur thématique, mais simplement pour signifier qu'ils sont organisés, non au niveau national, mais au niveau régional ou consistorial. Les préoccupations environnementales y ont toute leur place. C'était déjà le cas lors du «mini-forum» du Défap en région CAR, organisé en octobre 2018 avec le réseau Bible et création. Pratiquement un an plus tard, fin septembre 2019, les questions liées à l'environnement et à la sauvegarde de la création se sont retrouvées au centre du forum organisé à Condé-sur-Noireau pour la région Normandie, et qui tournait autour d'un thème directement inspiré d'une citation de Gandhi : «Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre». L'occasion pour les participants de s'interroger sur leur engagement en faveur de la création. Et sur ses implications concrètes et quotidiennes. Comment avoir un discours qui ne cache pas la gravité des enjeux, mais qui puisse en même temps motiver au lieu de décourager ? Parmi les intervenants chargés d'introduire les débats devant la centaine de participants, on pouvait noter par exemple la présence de Martin Kopp…



Peinture réalisée lors du forum de Condé-sur-Noireau, organisé en partenariat avec le Défap (septembre 2019) © Défap

---

COP 25 : #Time for action

«#Time for action» – le moment d'agir : c'est le slogan choisi en ce début décembre pour la COP 25, rendez-vous réunissant des représentants de près de 200 États et destiné à faire le point sur les engagements internationaux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Des préoccupations que devraient porter nombre de représentants de la société civile, en dépit de la délocalisation du sommet, initialement prévu au Chili, à Madrid ; et au sein des Églises aussi, les plaidoyers ou les actions en faveur du climat s'organisent.



District de Kurigram, nord du Bangladesh : un enfant patauge dans les eaux sur le chemin de l'école lors des inondations d'août 2016. © UNICEF/Akash

L'Ifema, au Campo de las Naciones, à Madrid : c'est là, dans ce vaste bâtiment disposant de 200.000 m2 de surface utile, que se tient pendant un peu moins de deux semaines la COP 25, la 25ème Conférence des Parties, censée coordonner les efforts internationaux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Un rendez-vous délocalisé en urgence : prévu à l'origine au Chili, il a dû trouver un nouveau pays d'accueil du fait des forts mouvements de contestation sociale lancés dans ce pays. Au pied levé, l'Espagne s'est proposée – proposition acceptée par l'Onu ; avec à la clé un défi pour le pays organisateur, qui disposait d'un mois à peine pour organiser l'événement, alors même que des élections législatives avaient lieu le 10 novembre ; et un problème quasi-insoluble pour un bon nombre des 25 000 délégués initialement attendus à Santiago, en particulier des milliers de participants issus de la société civile venus assister aux

débats et tenter d'influencer les négociateurs officiels. Pour l'ONG internationale ActionAid, la relocalisation de la COP «présente de réels obstacles à la participation de pays du Sud et de la société civile», notamment concernant les visas et les coûts. D'où le risque que les plus concernés par le changement climatique soient justement les plus mal représentés à cette COP 25… Mais au-delà d'ActionAid, nombre d'observateurs craignent que ce rendez-vous ne soit pas à la hauteur de l'urgence, en dépit du slogan choisi : «#Time for action»: le moment d'agir.



L'Ifema, à Madrid © Wikimedia Commons

L'accord de Paris de 2015 prévoyait que les quelque 200 pays signataires révisent d'ici fin 2020 leurs engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour l'instant, 68 pays se sont engagés à revoir à la hausse ces engagements. Mais en dépit de leur nombre, ils ne représentent que 8% des émissions mondiales. Les principaux concernés, comme la Chine ou l'Union Européenne, n'ont pas encore dévoilé leur position ; quant aux États-Unis, ils ont confirmé leur retrait de l'accord de Paris l'an prochain.

Les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants

Et entre-temps, les émissions de CO2 augmentent dans le monde. Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), l'objectif de rester sous les 2°C de réchauffement n'aurait une chance d'être atteint qu'en restant en-deçà de la barre des 450 ppm de CO2 – cette unité en «parties par million» étant ce qui permet de mesurer la concentration d'un gaz dans l'atmosphère. Or, le dernier record en la matière a été enregistré le 15 mai dernier par l'Agence américaine NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) à Hawaï : 415,64 ppm. Il y a 11 ans, en 2008, ce taux était inférieur de 25 ppm. Autant dire qu'à ce rythme, la barre des 450 ppm de CO2 sera allègrement dépassée avant 20 ans. Alors qu'avant l'ère industrielle, le taux de concentration du CO2 dans l'atmosphère oscillait autour des 280 ppm. Les rejets industriels étant aggravés par la déforestation, puisque les végétaux fixent le carbone de l'atmosphère ; avec comme conséquence supplémentaire un recul drastique de la biodiversité, car avec les forêts qui disparaissent, ce sont autant d'espèces animales et végétales qui déclinent. En 2018, 12 millions d'hectares de forêts tropicales ont disparu. Pour la seule forêt amazonienne, ce sont 1,3 million d'hectares qui ont disparu l'an dernier. Les effets du changement climatique se font désormais sentir partout, y compris dans les zones tempérées : en témoigne la canicule inédite qu'a connue la France au cours de l'été 2019, avec des températures jamais enregistrées depuis qu'il existe des relevés internationaux, c'est-à-dire depuis 1880. Ainsi, le 28 juin dernier, c'est un record de 46,2 degrés qui a été enregistré à Verargues, dans l'Hérault. Il y a vingt ans seulement, un tel événement aurait paru relever de la science-fiction. Mais il ne s'agit plus de science-fiction…

Carte animée des anomalies de températures enregistrées au niveau mondial entre 1880 et 2017 © Nasa/Akash

Au Sommet Action Climat qui s'est tenu fin septembre au siège des Nations Unies à New York, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lancé un vibrant appel à l'adresse des dirigeants du monde, leur rappelant qu'ils avaient l'obligation «de tout faire pour mettre fin à la crise climatique». Lors de la Conférence de Bonn sur le changement climatique (SB50), en juin dernier, Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a prévenu que la communauté internationale doit se «montrer à la hauteur de (sa) responsabilité collective» et veiller à ce que l'ambition de l'action pour le climat soit rehaussée dans la mesure du possible «afin que les pires conséquences du changement climatique soient évitées». Et d'insister : «Nous ne pouvons plus nous permettre des progrès graduels pour lutter contre le changement climatique – nous devons procéder à des changements profonds, transformationnels et systémiques dans l'ensemble de la société, ce qui est crucial pour un avenir à faibles émissions, hautement résilient et plus durable».

Alors que les conséquences des changements climatiques, de la

déforestation, de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les Églises s'en sont également saisies, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Au niveau international, les initiatives sont nombreuses ; et dans ces plaidoyers de chrétiens en faveur de la création, **l'implication du Conseil œcuménique des Églises** est particulièrement révélatrice : dès les années 1970, le COE a contribué à l'élaboration du concept de communautés durables. Depuis l'adoption, en 1992, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, il est **présent à toutes les conférences de l'ONU sur le climat**.

La Cevaa en conseil au Togo

Du 21 au 27 octobre 2019, la Cevaa a tenu son conseil exécutif à Lomé. Le secrétaire général du Défap, le pasteur Basile Zouma, y assistait pour la première fois en tant qu'invité.



Une fois au nord, une fois au sud : tous les six mois, la Cevaa tient son conseil exécutif dans un pays différent, en vertu d'une pratique bien établie selon laquelle les réunions sont accueillies à chaque fois par une Église différente. En ce mois d'octobre 2019, le conseil avait lieu à Lomé, au Togo, et il était accueilli conjointement par l'EEPT (l'Église Évangélique Presbytérienne du Togo) et l'EMT (l'Église Méthodiste du Togo). Le secrétaire général du Défap, le pasteur Basile Zouma, y assistait pour la première fois en tant qu'invité.

Défap et Cevaa : deux institutions ayant chacune ses spécificités et son identité, mais engagées toutes deux dans la même mission. «Elles sont nées toutes deux en 1971, comme deux branches d'une même volonté missionnaire, a souligné Basile Zouma. Toutes deux auront bientôt 50 ans.»

«Une utopie mobilisatrice»

La Cevaa, c'est cette Communauté de 35 Églises, présentes dans 24 pays et sur quatre continents, qui partage avec le Défap l'héritage de la Société des Missions Évangéliques de Paris, la SMEP. Si le Défap a poursuivi ses activités dans la maison du 102 boulevard Arago, à Paris, et continué le rôle de

service missionnaire des Églises de la tradition luthéro-réformée qui le constituaient, la Cevaa, quant à elle, a reçu la charge de faire vivre la grande famille d'Églises nées des travaux de la SMEP. Les activités du Défap se développent donc prioritairement avec des Églises de la Cevaa… mais pas seulement ; car depuis la naissance du Défap et de la Cevaa, d'autres partenariats ont pu être noués, d'autres relations établies.

Cette double naissance et cette histoire commune ont été soulignées tout récemment lors d'un colloque organisé au Défap, le 11 octobre : «le mot qui est revenu à cette occasion, a souligné Basile Zouma, c'est celui de gémellité. La Cevaa et le Défap comme deux faces d'une même pièce…» Même si, a-t-il reconnu, «être de la même famille n'est pas une garantie de paix. Pour cela, il faut un effort commun, il faut faire des choix de vie communs, et faire parfois des compromis pour rester ensemble sur le même chemin.» Entre ces deux institutions que sont la Cevaa et le Défap, ont pu exister des incompréhensions. «Les institutions, a encore souligné Basile Zouma, sont vitales, fondamentales ; lors du colloque du Défap, quelqu'un a évoqué l'image de vases. Mais ces vases ne sont rien s'ils ne contiennent pas un liquide précieux : celui de la bonne nouvelle de l'Évangile pour les hommes.»

«En tant que Secrétaire général du Défap, a encore insisté Basile Zouma, je ne peux pas faire l'économie de situer la place du service Protestant de Mission par rapport à cet ensemble : je dirais que je le vois comme un élément de soutien à la Communauté et à la communion. Défap et Cevaa restent fortement liés ; mais une fois que les jumeaux sont nés, chacun prend son envol. Il faut accepter que l'un ou l'autre puisse suivre le cours de sa vie et ouvrir librement un chemin de rencontre. Le chemin que suit l'un n'est pas forcément le chemin de l'autre, mais il faut trouver les espaces pour construire ensemble.»

La Corée, invitée d’honneur de Perspectives Missionnaires

Ce numéro 78 de *Perspectives Missionnaires*, unique revue de missiologie protestante dans le monde francophone, observe ce qui se passe du côté de l’Est et de l’Asie : plus précisément du côté de la Corée… Histoire et évolutions actuelles du christianisme coréen, et tout particulièrement du protestantisme ; relations avec les Églises de France… Vous y retrouverez un entretien exceptionnel avec Huy-yeon Kim, sociologue et maîtresse de conférences à l’INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales), un regard sur la «mission en retour» en Occident… Un numéro qui invite au déplacement.



Le n°78 de Perspectives Missionnaires © PM

La Corée du Sud est assez présente dans l’actualité internationale. Elle a gagné du prestige grâce à sa puissance

technologique et industrielle, avec des conglomérats – les chaebols – comme Samsung, Hyundai ou LG Group. Son rayonnement culturel – la Hallyu – est croissant, à travers la musique KPop, la bande dessinée ou le cinéma. Le réalisateur Bang Joon-ho a décroché la Palme d'or 2019, à Cannes, pour son film Parasites. Elle occupe aussi une place particulière en géopolitique, étant le jouet des tensions entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique, tandis que son frère ennemi du Nord agite régulièrement la menace de l'arme nucléaire. Pour autant, l'histoire et la culture de la Corée nous demeurent assez méconnues, tout comme celles de ses Églises.

Le présent dossier ne prétend pas combler ces lacunes, mais il voudrait attirer l'attention sur une société singulière qui est parvenue à subsister, notamment grâce à son génie propre, bien que prise en étau entre les grandes puissances voisines : la Chine, dont la Corée fut très longtemps vassale, mais aussi la Russie et le Japon.

La majorité de la population se déclare sans religion ; près de 60% en 2018, mais ce chiffre doit être pris avec précaution car l'influence multiséculaire de courants spirituels reste forte, avec des traditions toujours vivaces au XXIe siècle : le shamanisme, le bouddhisme, le confucianisme et plus récemment le christianisme. Depuis le XIXe siècle, ce dernier constitue une des composantes religieuses qui forge son identité, avec des expressions particulières. On compte à peu près 28% de chrétiens (8% de catholiques et 20 % de protestants) pour 15% de bouddhistes.

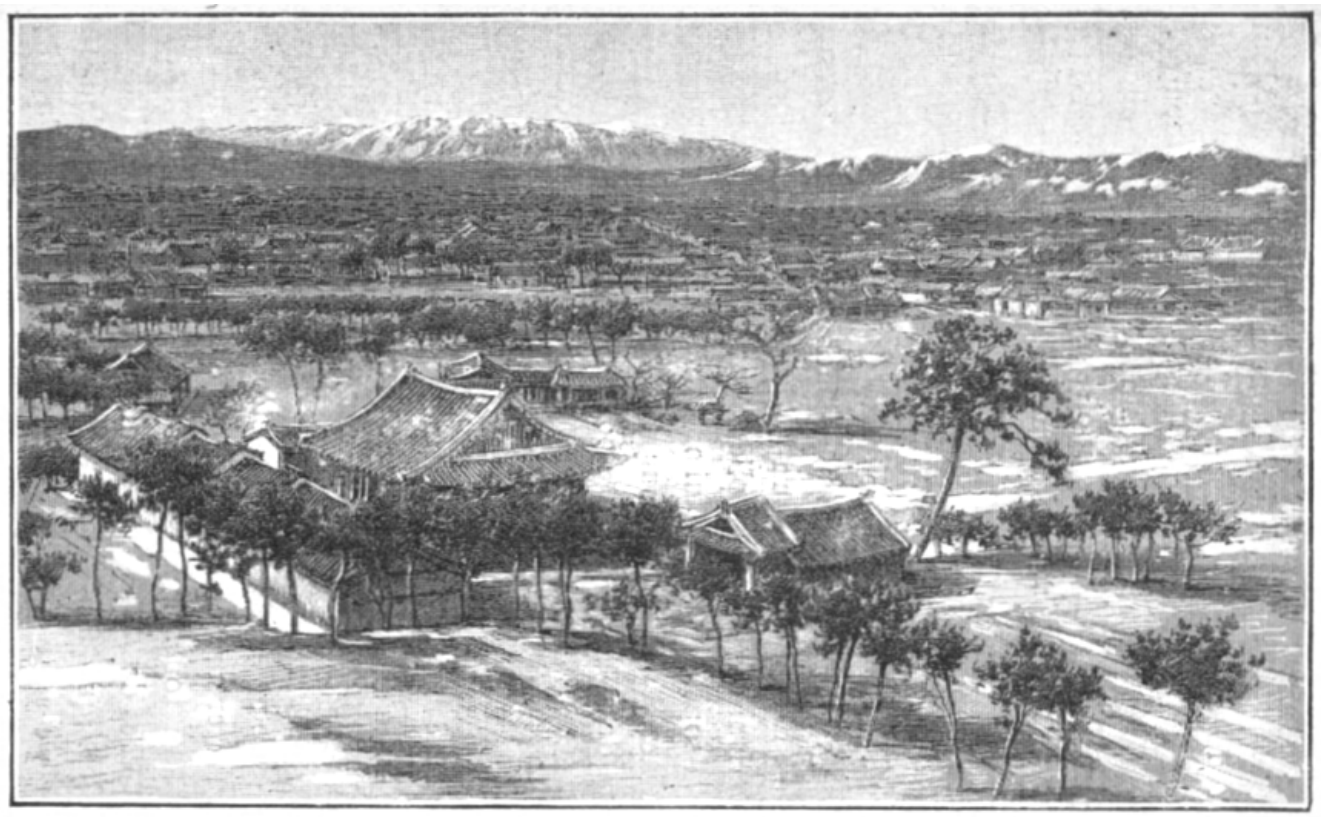
L'histoire de ce pays est complexe. Des facteurs multiples doivent être pris en compte pour essayer d'en comprendre quelques aspects. Si l'empreinte religieuse y est essentielle – celle du christianisme notamment -, la Corée du Sud entre progressivement dans l'ère de la sécularisation.

Au IVe siècle, le bouddhisme est introduit par la Chine dans la péninsule, où dominent alors les trois royaumes de Silla,

Baekje et Guryeo. En 918, il devient la religion d'un royaume unifié, sous la dynastie Koryo, jusqu'au XIVe siècle. A nouveau sous l'influence de la Chine, à partir de 1392 et jusqu'en 1910, période dite «Joseon», les souverains marginalisent le bouddhisme pour adopter un néoconfucianisme qui devient la base idéologique de l'ordre social. Celui-ci repose sur une hiérarchie très stricte, avec une échelle de castes dominées par les élites de la noblesse, avec la subordination des femmes aux hommes, des jeunes aux aînés. La loyauté familiale et clanique, la piété filiale et le culte des ancêtres ont constitué pendant des siècles le cœur de la conscience collective et de la cohésion sociale. Même si les nouvelles générations tendent à remettre en question ce cadre moral, il demeure très prégnant aujourd'hui.

En 1784, à Beijing, Yi Seung-hun est le premier Coréen à être baptisé. La cérémonie est célébrée par le jésuite Jean Joseph de Grammont qui compte parmi les missionnaires catholiques français basés en Chine. Ceux-ci entrent régulièrement en contact avec des Coréens de passage, diplomates ou négociants. En 1836, le premier missionnaire arrive clandestinement à Séoul ; Pierre Maubant est un prêtre envoyé par la Société des Missions étrangères de Paris. Trois ans plus tard, il est arrêté et décapité avec deux de ses collègues.

Le XIXe siècle est marqué par la poussée des puissances coloniales européennes et américaine, en compétition avec la Russie et le Japon pour tenter de s'imposer dans la région, si besoin par la force. Pour les Occidentaux, les enjeux sont multiples : contrôler l'espace maritime du Pacifique, des Mers de Chine orientale et méridionale, rester dans la compétition sur le marché de la pêche baleinière, accaparer une part du dépeçage de l'Empire chinois des Qing, contenir l'expansionnisme de l'Empire russe qui parvient à se saisir de la région de Vladivostok située aux portes de la Corée.



Le Palais des Mûriers (palais Gyeonghuigung) – in : La Corée indépendante, russe ou japonaise (p. 125) – Villetard de Laguérie – 1er janvier 1898 © Wikimedia Commons

Mais, à cette époque, les gouvernements successifs de Joseon sont plutôt opposés à l'introduction du christianisme, associé aux intérêts étrangers. Cette seconde moitié du siècle est marquée par la persécution des quelques milliers de convertis ; beaucoup sont exécutés, de même que des missionnaires qui ont enfreint l'interdiction d'entrer sur le territoire.

Dans le même temps, des vaisseaux français effectuent des voyages de reconnaissance sur les côtes coréennes. Certains font naufrage ; les équipages reçoivent pourtant du secours. D'autres effectuent des mouillages dans les ports pour bénéficier de ravitaillement, mais le pays reste méfiant, lucide devant les motivations étrangères. Des ambitions de conquête, non portées par Paris, débouchent sur l'organisation d'une expédition militaire en 1866, à la suite de l'exécution de neuf missionnaires français. Le contre-amiral Pierre-Gustave Roze, gouverneur de la Cochinchine, conduit une offensive à partir du fleuve Han, il bombarde la capitale

Hanyang (Séoul), mais il est contraint de reculer, non sans avoir effectué une razzia sur l'île de Kanghwa. Dans son butin, il rapporte des fusils, de l'or et de l'argent, des œuvres d'art, ainsi que des livres dont le fameux Jikji : il s'agit du plus vieil imprimé connu, daté de 1378, réalisé avec des caractères métalliques amovibles soixante-dix ans avant Gutenberg. Il se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque nationale de France, à Paris.

Le protestantisme est amené dans la Péninsule par des missionnaires nord-américains, de confessions méthodiste et presbytérienne, à partir de 1884, dans un contexte de pression croissante des grandes puissances qui imposent à la Corée des traités de coopération. Le premier traité franco-coréen date de 1886, après la Russie (1884), les États-Unis et la Grande-Bretagne (1882), dans le contexte du déclin de l'Empire chinois de la dynastie des Qing et de la montée en puissance du Japon qui, dès 1876 et avant les autres, s'est imposé dans ce pays. Ces accords inégaux obligent la Corée à s'ouvrir à la liberté religieuse.

Les missionnaires protestants viennent avec la traduction des Évangiles en coréen. En 1911, au moment où la première Bible intégralement traduite est diffusée, les chrétiens représentent environ 1% de la population.

En décembre 1913, à la Faculté libre de théologie protestante de Montauban, Jacques Delpech soutient une thèse de bachelier qui a pour titre : *Le Christianisme en Korée*. Ce travail étonnant est essentiellement basé sur des livres, articles ou rapports de missionnaires américains ; sa bibliographie ne compte que trois monographies en français, issues du milieu catholique. Dans son introduction, il dit ne pas avoir pu se rendre en Corée et il ne semble pas avoir eu l'occasion de rencontrer de Coréens.

Au moment où il présente sa thèse, Delpech sait que le Japon a annexé la Péninsule. Il ne le commente ni ne le dénonce, mais

il rédige une courte conclusion qui peut surprendre, étant donné le contexte :

Ballotés entre la Chine et le Japon, les destinées politiques de la Korée ont été éminemment tragiques et ont eu un contre-coup sur la nation tout entière. Abaissée, humiliée, elle a voulu, elle veut encore se ressaisir, regagner sa personnalité. Elle a compris que cet idéal, les religions d'Orient les plus pures ne parviendraient à le lui faire atteindre. Alors elle s'est tournée vers le christianisme, et cette nation qui semblait vouée à une disparition plus ou moins lente, grâce à son acceptation enthousiaste du christianisme, est appelée à jouer un rôle important dans les destinées de l'Extrême-Orient. Un tel pays et un tel peuple sont dignes d'attirer l'attention des chrétiens d'Occident.

Les Églises protestantes ont très tôt contribué à former des cadres dans un esprit réformiste, quand la royauté se révélait incapable de sortir des schémas traditionnels et de donner les impulsions nécessaires à une restructuration du pays. Mais les Japonais étendent progressivement leur emprise sur la Corée. Ils s'imposent comme puissance coloniale avec des troupes d'occupation (1895-1910) puis décident d'annexer le pays, situation qui perdure jusqu'en 1945. Après quelques décennies de paix religieuse, le rejet du christianisme reprend avec une intensité croissante sous le régime nippon qui introduit le shintoïsme et rend obligatoire certaines de ses dévotions.



Les Japonais crucifient les Coréens chrétiens « coupables » de vouloir la libération de leur pays du joug japonais (1919). © Wikimedia Commons

Dans une société où certains secteurs se réjouissent de la colonisation nippone, car ils y voient une opportunité de modernisation, les protestants prennent une part très active au mouvement de résistance et à la déclaration d'indépendance du 1er mars 1919. L'Église catholique cherche plutôt la conciliation. En s'identifiant avec l'aspiration nationale à regagner une totale souveraineté, les Églises protestantes acquièrent une indéniable crédibilité au sein d'une population traumatisée par la brutalité des autorités japonaises.

En 1945, les chrétiens ne représentent encore que 2 ou 3 % de la population. Ils sont surtout concentrés au Nord, où le christianisme va officiellement être interdit, de 1945 à 1950, sous l'occupation soviétique. Le Sud de la Corée est alors administré par un gouvernement militaire américain qui favorise les Églises, d'autant plus facilement que les organisations bouddhistes et confucéennes sont exsangues. Les protestants coréens sont dans une position très avantageuse

pour le recrutement dans l'administration en raison de leur engagement contre l'occupation et parce qu'ils comptent un nombre important de cadres anglophones ayant étudié aux États-Unis. Les Églises protestantes reçoivent de nombreux soutiens financiers des Églises-mères américaines ; cela leur permet d'être des actrices de poids dans la reconstruction du pays, en déployant une action sociale dans les domaines de l'éducation, de la protection des orphelins, de l'accueil des femmes seules.

En 1950, au Sud, 90% des quelques 2 000 nouvelles Églises, la plupart presbytériennes, sont fondées par des personnes venues du Nord. La guerre de Corée, qui s'achève en 1953, fait près de trois millions de morts ; le pays en ressort dévasté. La plupart des communautés protestantes deviennent des alliées de la puissance américaine, contre le régime communiste du Nord, dans la phase de reconstruction du pays. Mais la Péninsule est dorénavant coupée en deux, même si la guerre idéologique entre blocs occidental et communiste a cessé depuis longtemps. L'espoir de la réunification est porté par les Églises avec ferveur.

Même s'ils partagent des racines communes et une même langue, les mondes coréens sont cependant dispersés. Il faut compter avec une minorité nationale reconnue en Chine, soit deux millions de personnes principalement établies dans la province de Jilin et dans la préfecture autonome de Yanbian (Yeonbeon), à la frontière Nord de la péninsule. Quelques 600 000 Coréens vivent au Japon. Un nombre équivalent habite les États-Unis tandis que 300 000 vivent en Russie. Enfin, de nombreuses communautés forment une diaspora présente en Europe et à travers le monde.

L'occupation japonaise et la guerre de 1950-1953 ont favorisé l'émergence d'expressions millénaristes ou messianiques qui ont marqué les esprits. L'Église de l'unification fondée par Sun Myung Moon (souvent désignée comme la «secte Moon»), en 1954, a pour objectif d'établir le royaume des cieux sur

terre. Ses cérémonies de mariages, réunissant des milliers de couples en un même lieu, furent largement médiatisées. Dans un autre style, l'Église du plein Evangile – Yoido de David Yonggi Cho, fondée en 1958, s'inscrit dans la ligne pentecôtiste des Assemblées de Dieu ; elle est reconnue comme la plus grande megachurch au monde ; son ministère est au départ fortement marqué par la volonté d'apporter la guérison des malades et de promouvoir la prospérité économique des fidèles.

Durant les années 1960 à 1990, la Corée du Sud connaît un boom économique impressionnant, obtenu à marche forcée sous des régimes militaires. Aujourd'hui, sur la scène internationale, des entreprises incontournables (Kia, Hyundai, Samsung) et un rayonnement culturel populaire (KPop, cinéma et séries télévisées) représentent la vitrine de la 11e économie du monde, avec un Indice de Développement Humain (IDH) légèrement supérieur à celui de la France. Cet essor est contemporain de la croissance du christianisme (augmentation de 330% entre 1962 et 1970), avec un protestantisme conservateur qui soutient un système productiviste capitaliste porté par des régimes autoritaires ou dictatoriaux. L'Église catholique, forte de son organisation internationale, se montre souvent plus indépendante et critique. Néanmoins, au sein du protestantisme, une aile minoritaire progressiste se démarque. Elle promeut la «théologie du minjung (peuple)» dans les années 1980. Celle-ci s'inscrit dans un mouvement qui traverse l'ensemble de la société : aspiration nationaliste socialisante. Le parallèle peut être établi avec la théologie de la libération en Amérique latine, où sévissent également des régimes qui répriment les mouvements populaires anticapitalistes, considérés comme procommunistes.



Busan, en Corée du Sud © Wikimedia Commons

L'affirmation du «peuple» dans ses ambivalences (masses populaires et/ou nation) est significative du besoin pour la société coréenne de préciser son identité, de trouver sa place dans la modernité. Pour Alain Delissen, «ce qui se cherche dans le nationalisme culturaliste et le discours des racines procède… rarement d'une pulsion archaïsante. C'est bien plutôt le futur du passé qui s'y cherche : la conquête d'un universel, d'une rationalité, d'une modernité, un peu moins marqués par l'aveuglement de leur naissance à l'Occident».

Des militaires se succèdent à la tête de l'État jusqu'en 1993. Mais un processus de démocratisation, porté par des responsables chrétiens «progressistes» soucieux des droits de l'Homme, est en marche et gagne l'ensemble des forces sociales. L'influence des Églises sur la scène politique devient alors moins perceptible, même avec un engagement social significatif et avec une forte implication en faveur de la réunification du Nord et du Sud. A plus long terme, toutes les institutions religieuses tendent à se recentrer sur leur

vocation spirituelle.

La progression des Églises protestantes, très liée à la cause nationale et patriotique ainsi qu'au développement économique de l'après-guerre, marque le pas à la fin du XXe siècle. Le doute s'installe parmi les jeunes générations, au moment où le modèle de développement et d'enrichissement américain est remis en cause, notamment suite à la crise financière asiatique de 1997.

Les missionnaires coréens dans le monde impressionnent encore par leur nombre – plus de 25 000 au début des années 2010 -, mais les Églises recrutent moins de jeunes. Le souvenir des vingt-trois missionnaires pris en otage en Afghanistan, en juillet 2007, a laissé un goût amer. Pour obtenir leur libération, les autorités ont en effet été obligées de négocier avec les terroristes. Le pays a alors le sentiment d'avoir perdu la face et le gouvernement impose des restrictions aux missionnaires, dénonce un prosélytisme trop agressif, et menace de retirer les passeports des personnes qui portent atteinte à la dignité de la nation.

Toutes les Églises sont aujourd'hui confrontées aux défis d'une société toujours plus sécularisée, indifférente aux institutions religieuses, marquée par l'individualisme et le consumérisme. Avec tous les exclus de la prospérité, leur action dans le domaine social est d'autant plus importante. Mais elles devront renouveler leur témoignage, se confronter aux défis contemporains des jeunes générations, si elles ne veulent pas être peu à peu marginalisées.

Marc-Frédéric Müller

Eléments de bibliographie

Sebastian Kim, Kirsteen Kim, A History of Korean Christianity, Cambridge, University Press, 2015.
Pascal Dayez-Burgeon, Histoire de la Corée, des origines à nos

jours, Paris, Tallandier, 2017 (Texto).
«La Corée, Combien de divisions ?», Critique, janvier-février 2018, n° 848-849.
Patrick Maurus, Les trois Corées, Paris, Hémisphères éditions, 2018.

Articles accessibles sur Internet

Delissen Alain, «Démocratie et nationalisme : le moment minjung dans la Corée du Sud des années 1980» in : Matériaux pour l'histoire de notre temps, n° 45, 1997, p. 35-40.
Bertrand Chung, «Politique et religion en Corée du Sud» in : Revue d'études comparatives Est-Ouest, 2001/32, p. 85-110.
Nathalie Luca, «L'évolution des protestantismes en Corée du Sud : un rapport ambigu à la modernité» in : Critique internationale, 2004, n° 22, p. 111-124.
Kirsteen Kim, «Christianity role in the Modernization and Revitalization of Korean Society in the twentieth Century» in : International Journal of Public Theology, 2010, n° 4, p. 212-236.

Site internet

http://koreanchristianity.cdh.ucla.edu/sources/books/



Perspectives MISSIONNAIRES

Carte blanche à Jean-Luc Blanc

Dossier : L'Évangile selon les Coréens

3 **Introduction : Corée du Sud, le futur du passé qui se cherche** par Marc Frédéric Muller
13 **Entretien avec Huy-yeon Kim, sociologue du protestantisme coréen**
24 **A la source du christianisme coréen** par Jun-ho Song
30 **Le cœur invisible de Joseon : l'expérience des premiers missionnaires protestants en terre coréenne** par Sook-hee Youn Tchoe
39 **Regard historique sur le rôle des femmes dans l'Église presbytérienne de Corée** par Hee-kuk Lim
51 **Collaborateurs-en-mission issus de l'immigration et « mission en retour » en Occident** par Song-hun Kim
61 **De la lumière du matin au coucher de soleil sur la tour Eiffel** par Claire Sixt-Gateuille
67 **Héritiers et disciples !** par Natacha Cros-Ancey
70 **L'Église coréenne de Genève** par Young-jin Park
74 **La Communauté catholique coréenne à Paris,** par Jean-Marie Aubert
78 **A propos de la mission des Églises coréennes en France** par Weon-yong Seong
83 **Retour sur les relations France-Corée. *La croix, la baleine et le canon : la France face à la Corée au milieu du XIXe siècle***

Rubriques

85 Enquête
• Un pôle d'innovation religieuse au sein des Assemblées de Dieu de France. L'Église Martin Luther King de Créteil, par Bernard Coyault
96 Document
• Manifeste pour la Mission
100 Lecture
• Shafique Keshavjee, *L'islam conquérant : petit guide pour dominer le monde. Textes – Histoire – Stratégies*, par Jean-Claude Basset

Prix 10 €
Service Protestant de mission Défap
DM échange et mission
ISSN 0256-9558

Perspectives MISSIONNAIRES
L'Évangile selon les Coréens
2019. N° 78

Perspectives MISSIONNAIRES 78
2019 Revue protestante de missiologie



© MFM

« Perspectives Missionnaires », revue de missiologie de référence

*Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir comment s'y prendre. C'est l'un des grands défis de la Mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Voilà pourquoi la Mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis plus de trente-cinq ans **Perspectives missionnaires**, unique revue protestante de missiologie de langue française.*

Née en 1981 dans la mouvance évangélique, à une époque de remise en question des modèles missionnaires, elle s'est élargie aux différents acteurs francophones de la mission dans le monde protestant et avec une ouverture oecuménique. Elle est actuellement gérée par une association indépendante et s'appuie sur plusieurs organismes de mission de Suisse et de France (DM-échange et mission, et le Défap, avec lesquels elle entretient des partenariats étroits), et depuis fin 2017 la Cevaa.

Accueillir l’autre en Europe

Ayant pour thème principal «Les chrétiens et l’accueil de l’autre en Europe», une journée œcuménique, placée sous l’égide du Conseil d’Églises chrétiennes en France, se tiendra le 12 octobre prochain à Paris.



Jamais les tensions politiques autour des migrants n’ont été aussi importantes, aussi visibles en Europe qu’au cours de cet été 2019, lorsque le ministre de l’Intérieur italien, Matteo Salvini, a lancé un bras-de-fer avec les ONG qui portaient secours aux naufragés en Méditerranée. Avec comme résultat des scènes absurdes ou révoltantes, comme l’image de l’*Open-Arms*, le navire de l’ONG espagnole Proactiva Open Arms, bloqué face à l’île italienne de Lampedusa sans pouvoir y débarquer ses passagers ; des migrants désespérés se jetant à l’eau pour rejoindre la terre ferme à la nage – parfois sans savoir réellement nager ; et le ballet des navires des gardes-côtes italiens continuant, dans le même temps, à débarquer des

dizaines de migrants recueillis en mer, puisque toute l'attention médiatique et politique se concentrait sur un seul point. Salvini parti du gouvernement, le premier ministre italien Giuseppe Conte a promis une «nouvelle ère réformatrice» dans un discours prononcé devant le Parlement lundi 9 septembre avant d'obtenir le vote de confiance des députés. Son programme se veut l'antithèse de la politique menée jusque-là par Matteo Salvini. Il a insisté sur la nécessité d'une plus grande solidarité au sein de l'Union européenne pour résoudre le problème des flux migratoires. Giuseppe Conte a également proposé des «couloirs humanitaires européens» permettant d'accueillir de manière organisée des réfugiés qui en ont le droit. La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, veut quant à elle proposer un «nouveau pacte pour les migrations et l'asile». Il s'agit de mieux répartir les efforts au sein de l'UE et notamment d'aider les pays comme l'Italie, l'Espagne, la Grèce, en première ligne pour les arrivées de migrants. Elle veut aussi rouvrir les discussions sur la réforme du règlement de Dublin, qui confie actuellement aux pays d'arrivée la charge du traitement des demandes d'asile.

Les Églises d'Italie en pointe

Cette question des «couloirs humanitaires» a déjà été soulevée depuis longtemps dans le réseau des ONG européennes, et tout particulièrement dans le milieu des Églises. C'est précisément en Italie qu'est né un programme associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio, ayant pour objectif l'accueil de personnes vulnérables se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Un programme similaire a depuis été mis en place en France, régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises : la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide

protestante, la Conférence des évêques de France et le Secours catholique – Caritas France. Une alternative légale aux «voyages de la mort» à travers la Méditerranée… Ces personnes en situation de grande vulnérabilité sont accueillies légalement en France dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux. Elles n'arrivent qu'une fois assuré leur accueil dans de bonnes conditions par un collectif d'accueil local. Des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap. À Beyrouth même, une envoyée du Défap, **Soledad André**, a participé à l'organisation des couloirs humanitaires en tant que **chargée de mission de la FEP**.

La question migratoire est donc un sujet qui divise, autant qu'il pousse à l'engagement. L'Église catholique propose déjà une réflexion propre sur l'accompagnement des migrations humaines, à travers plusieurs documents magistériels, et de nombreuses initiatives locales ou centralisées. Au sein du protestantisme, les Églises constitutives du Défap ont développé des actions de sensibilisation et d'accueil. C'est dans cette dynamique qu'une journée œcuménique, placée sous l'égide du Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF), se tiendra le 12 octobre prochain à Paris. Avec des questionnements importants : refuser tout accueil ou accueillir sans discernement n'est pas une solution. Dès lors, quel modèle prôner pour la société ? Que mettre en place dans les Églises ? Des intervenants de diverses confessions chrétiennes et d'Europe sont invités, parmi lesquels :

- **Julija VIDOVIC**, professeure à l'Institut orthodoxe Saint Serge
- **Monseigneur HEROUARD**, évêque auxiliaire de Lille
- **Pasteur Luca NEGRO**, président de la Fédération des Églises Évangéliques en Italie.

Ce Forum œcuménique aura lieu le 12 octobre prochain dans les locaux de l'Église protestante unie du Saint- Esprit (Paris VIIIème). La rencontre est organisée avec le soutien du service des relations avec les Églises chrétiennes de la Fédération Protestante de France – un service dont la responsable est la pasteure Anne-Laure Danet, une ancienne du Défap.

Retour sur l'AG de la Ceeefe

Pour la deuxième année d'affilée, la Communauté d'Églises protestantes francophones a tenu son Assemblée Générale au siège du Défap. Les participants se sont retrouvés au 102 boulevard Arago, à Paris, du jeudi 22 au samedi 24 août. L'occasion d'évoquer la vie, les joies et les défis des Églises membres de cette communauté dans 16 pays du monde ; cette AG 2019 a également vu le renouvellement du comité directeur de la Ceeefe, avec un changement de président, Christian Seytre succédant à Bernard Antérion.



Participants à l'AG 2019 de la Ceeefe © DR

Entre la Ceeefe et le Défap, il existe des liens réguliers : une partie significative des Églises membres de cette communauté francophone sont des partenaires du Service protestant de mission, qui peut leur assurer un appui administratif notamment au niveau des postes pastoraux. Certains projets d'Églises, comme la rénovation du temple de Djibouti (un chantier au long cours, qui a pris près d'une dizaine d'années), ont été rendus possibles par une collaboration étroite Défap/Ceeefe. Depuis l'année 2018, cette proximité a trouvé une nouvelle traduction visible, puisque c'est désormais le Défap qui accueille l'Assemblée Générale annuelle de la Ceeefe.

Un tour d'horizon de la vie des Églises

En cette année 2019, les délégués des 28 paroisses francophones représentées au sein de la Ceeefe, qui vont de

Los Angeles à Beyrouth et de Stockholm à l'île de la Réunion, se sont donc retrouvés pour trois jours au siège du Défap, du jeudi 22 au samedi 24 août. Une réunion qui a été marquée notamment par le renouvellement du comité directeur (dont le Secrétaire général du Défap est membre), et du président : Bernard Antérion a ainsi cédé la présidence de la Ceeefe à Christian Seytre. Mais au-delà de cet aspect institutionnel, l'Assemblée générale a aussi été l'occasion de faire un large tour d'horizon sur la vie des membres de la communauté, et d'échanger des nouvelles sur les différentes Églises : les joies, les soucis de l'année écoulée, les projets concrets présents et à venir. Un moment important pour chacune de ces Églises, dispersées en de nombreux endroits du monde et qui n'ont généralement que peu d'occasions de se rencontrer en-dehors de telles réunions. «J'ai senti une vraie volonté, commune aux Églises membres, de travailler ensemble, et de partager les efforts tant matériels que spirituels», témoigne Basile Zouma, le Secrétaire général du Défap. «La Ceeefe est une communauté où chacun est concerné par ce qui se passe ailleurs». Et de citer le cas d'un projet immobilier de l'EEAM (Église évangélique au Maroc) : au-delà de la participation financière proposée par la Ceeefe, diverses Églises membres ont spontanément fait part de leur volonté de soutenir le projet.

Outre l'aspect institutionnel et les nouvelles de la communauté, une AG de la Ceeefe est aussi un temps de partage spirituel : cette année, l'aumônerie, assurée par Claire Sixt-Gateuille, Secrétaire nationale chargée des relations internationales au sein de l'EPUdF, a tourné autour de la thématique de l'écologie (qui sera aussi au cœur du Synode national de 2020 de cette Église). Elle a notamment animé un débat sur le thème «Église Verte», avec des questions très concrètes : sur le plan de la vie de l'Église, comment la préoccupation écologique s'intègre-t-elle dans l'annonce de l'Évangile ? Quelle place peut avoir la dimension écologique de l'existence dans le culte, la prédication, la catéchèse… Et

dans la vie pratique de l'Église locale, quelles actions mener au sein de la vie paroissiale ? Quel rôle pour le conseil presbytéral en la matière ? Quelle perception des enjeux écologiques au sein de la communauté ? Le tout étant décliné à travers des ateliers, des temps d'échange et de réflexion, pour essayer de cerner ce que pourrait être une Église «idéale» en terme d'engagement écologique.

Qu'est-ce que la Ceeefe ?

La Communauté d'Églises protestantes francophones favorise les contacts avec des Églises locales sur divers continents, lors de voyages professionnels ou touristiques. Elle aide aussi, dans la mesure de ses moyens, à la formation des pasteurs et des responsables, et participe à la réalisation concrète de projets locaux à dimension diaconale. Elle trouve son origine dans l'existence, depuis le XVIIème siècle, d'Églises fondées dans divers pays par des Français expatriés.

En 1685, à la révocation de l'Édit de Nantes, de nombreux huguenots vont chercher refuge à l'étranger. Expatriés, ils rejoignent alors les Églises nationales pour y vivre leur foi. Mais certains créent sur place des Églises d'expression française, dont certaines existent encore aujourd'hui. En 1963, dans le mouvement de la décolonisation, l'Église Réformée de France limite ses compétences au seul territoire français. Les anciennes colonies, ainsi que les départements d'outre-mer, sous la compétence de la Commission générale des Églises réformées de la France d'outre-mer, ainsi que les paroisses françaises à l'étranger sont placées sous la responsabilité de la Fédération protestante de France. Celle-ci crée en 1964 la Commission des Églises évangéliques d'expression française à l'extérieur : la Ceeefe, aujourd'hui plus connue comme la Communauté d'Églises protestantes francophones. Les Églises de la Ceeefe sont en lien avec la Fédération protestante de France, avec le Service protestant

de Mission, la Cevaa, l’Action chrétienne en Orient.

Retrouvez ci-dessous une sélection d’images de cette Assemblée Générale de la Ceeefe :